

Pour la troisième fois depuis la fin de la deuxième guerre, des élections parlementaires auront lieu le 15 septembre en Allemagne. Le régime politique le plus stable de la bourgeoisie occidentale — un seul premier ministre depuis huit ans! — sera soumis à une rude épreuve.

Trois alliés d'Adenauer

A première vue, les chances d'Adenauer de rester au pouvoir semblent très grandes. Ce qui plaide en sa faveur, c'est d'abord la prospérité relative de l'économie capitaliste de l'Allemagne, reconstruite à un rythme étonnant depuis qu'il est au pouvoir. Certes, le niveau moyen des salaires en Allemagne occidentale reste inférieur au niveau des autres pays industriels de l'Europe occidentale, à l'exception de celui des Pays-Bas. Mais, partant du niveau très bas de l'immédiat après-guerre, il a été progressivement relevé par tranches annuelles variant de 5 et 10 %. Aussi le slogan électoral n° des sociaux-chrétiens est-il: « Maintenez le même homme au pouvoir pour que cela continue à aller bien ».

Mais Adenauer dispose dans cette campagne électorale d'un allié plus puissant encore que la prospérité relative de son économie: c'est la timidité, la pusillanimité et la modération extraordinaires de ses principaux adversaires, les dirigeants de la social-démocratie, qui ont battu tous les records récents dans l'art de préparer leur propre défaite.

Il y a trois mois à peine, les enquêtes sur l'évolution de l'opinion publique montraient que la social-démocratie avait acquis une avance sur les chrétiens-sociaux. Deux sujets passionnaient le public: la cherté de la vie et les expériences atomiques. Sur ces deux thèmes, une partie importante des travailleurs catholiques et des classes moyennes s'écartait du parti au pouvoir.

Au lieu de s'engager dans la lutte avec la volonté de vaincre, les dirigeants sociaux-démocrates ont surtout eu peur « d'effrayer l'électeur ». Cet étrange complexe de culpabilité n'exprime en définitive que leur propre peur devant leur victoire. Évitant soigneusement tout important sujet de controverse, se concentrant sur des balivernes comme les dépenses somptueuses engagées dans la capitale ou les habitudes tyranniques du chancelier, les dirigeants sociaux-démocrates se sont rapidement aliéné une large partie des électeurs flottants, augmentant jour après jour les chances de victoire d'Adenauer. Pour comble de malheur, ils ont permis au parti au pouvoir de prendre l'offensive contre eux! Adenauer qui ne s'embarrasse pas de scrupules a accusé les sociaux-démocrates de faire « le lit du communisme ». Au lieu de chercher le point faible de la cuirasse de l'adversaire, Ollenhauer, Erler, Carlo Schmidt et Cie ont perdu leur temps en essayant de se disculper.

Comme si Ollenhauer ne lui suffisait pas encore, le chancelier de Bonn a reçu en outre une aide précieuse d'un troisième allié imprévu. Il s'agit de Khrouchtchev, qui n'a pas eu de meilleure trouvaille que d'aller proclamer à Berlin-Est, à la veille des élections (1) qu'il désirait la victoire des sociaux-démocrates (2); que cette victoire ne modifierait en rien l'attitude du Kremlin selon laquelle la réunification ne pourrait pas résulter d'élections panallemandes mais seulement d'une « confédération » entre les deux Etats allemands. Par ces deux déclarations simultanées, Khrouchtchev confirmait, pour la masse flottante

des électeurs en Allemagne occidentale, la thèse préférée d'Adenauer selon laquelle les sociaux-démocrates au pouvoir ne réussiraient pas à réunifier le pays, mais provoqueraient simplement un désarroi en Allemagne occidentale, accompagné d'un durcissement à l'Est.

S'agit-il d'une simple maladresse d'un « chef » en général incapable de tenir sa langue quand la discrétion verbale s'impose, ou d'un plan machiavélique visant effectivement à maintenir Adenauer au pouvoir à Bonn? Les deux éléments expliquent sans doute deux aspects différents de l'intervention intempestive du Premier Secrétaire; le premier en explique la forme, le second le fond.

Il semble en effet probable qu'une véritable victoire social-démocrate sous forme de raz-de-marée aurait des répercussions profondes en Allemagne orientale et, de là, dans la plupart des démocraties populaires. Plus forte serait cette victoire et plus il serait difficile aux dirigeants sociaux-démocrates de se soustraire à sa logique. Le Kremlin qui a déjà eu assez d'ennuis avec la montée des travailleurs hongrois et polonais ne désire nullement trouver du jour au lendemain une situation analogue dans sa « marche orientale », avec comme risque sérieux la création d'une Allemagne unifiée orientée vers une économie largement socialisée et une démocratie ouvrière solidement implantée. Même si ce risque paraît lointain aujourd'hui, tout ce qui ouvrirait la voie vers cette issue est considéré par les dirigeants de la bureaucratie soviétique, non sans raison d'ailleurs d'après leurs intérêts bureaucratiques, comme un jeu dangereux avec le feu. C'est pourquoi Khrouchtchev s'est hâté de verrouiller solidement la porte qui pourrait donner accès à une « voie allemande vers le socialisme ». « Plutôt Adenauer à Bonn qu'une montée ouvrière à Leipzig » pourrait être son slogan.

Un adversaire de taille

Cet examen des principales circonstances qui déterminent le climat électoral en Allemagne occidentale ne permet-il pas la conclusion que la victoire d'Adenauer est inévitable? Entre sa probabilité et son inévitabilité, il y a une marge déterminée par un facteur politique précis: l'hostilité tenace envers la nouvelle *Bundeswehr* que manifeste une grande partie de la jeunesse allemande. Les enquêtes sur l'évolution de l'opinion publique indiquent que cette hostilité ne se modifie guère au fur et à mesure que la campagne électorale progresse. Elles démontrent en même temps que si la C.D.U. conserve une avance confortable sur le S.P.D., le nombre des électeurs qui ne se sont pas encore décidés reste étonnamment élevé. Certains l'estiment jusqu'à 20 % des électeurs. C'est la grande inconnue de cette campagne électorale, dont dépend en définitive l'issue des élections.

Là encore, la social-démocratie a lamentablement failli à sa tâche. Elle a promis, il est vrai, l'abolition du service militaire obligatoire et acquis ainsi une sympathie certaine dans de larges milieux jeunes. Ceux-ci voteront plutôt pour elle que pour Adenauer qui s'identifie complètement avec le réarmement. Mais, revenant sur des déclarations antérieures et encouragés dans cette attitude par l'absence totale de proposition constructive du Kremlin, les leaders sociaux-démocrates se sont hâtés d'affirmer qu'ils resteront dans le cadre de l'O.T.A.N. et qu'ils ne dénonceront pas les accords de Bonn et de Paris. Dès lors, beaucoup d'électeurs indécis se diront qu'il n'y a plus guère que des nuances qui séparent la majorité

de l'opposition et que, tout compte fait, il vaut mieux laisser faire une politique conservatrice par des conservateurs que de la faire exécuter par des gens dits « de gauche »...

Néanmoins, le vote des jeunes pèsera sur la balance. Or le système électoral compliqué en vigueur en Allemagne occidentale pourrait modifier complètement la physionomie du *Bundestag*. Une avance social-démocrate et un maintien des libéraux pourrait faire perdre la majorité à Adenauer. Dans ces conditions, une coalition social-démocrate-libérale se constituerait. Elle ne modifierait guère la politique économique menée par le cabinet Adenauer, mais prendrait une attitude plus « souple » en matière de politique étrangère.

Pourquoi, dans ces conditions, tous les « marxistes » allemande, des staliniens et des centristes jusqu'aux marxistes révolutionnaires, demandent-ils aux électeurs de voter pour la social-démocratie? Parce qu'objectivement la social-démocratie représente sans aucun doute au moins les 2/3 de la classe ouvrière allemande et que sa défaite ou sa victoire électorale seront interprétées par la masse des travailleurs comme une défaite ou une victoire de la classe ouvrière.

En cas de défaite, la démoralisation, la scission syndicale de la part des catholiques, l'offensive de la droite au sein des syndicats et du SPD, seront à l'ordre du jour. En cas de victoire par contre, on assistera dès fin septembre à une puissante offensive syndicale en faveur d'une augmentation de salaire allant jusqu'à 10 %. On verra des courants plus larges de la classe ouvrière exiger que la social-démocratie réalise son programme économique et social — ce qui les fera entrer en collision avec la pratique de collaboration de classe imposée par un gouvernement de coalition. Et les chances d'un renforcement de l'aile gauche au sein de la social-démocratie, aile gauche qui demande aujourd'hui timidement encore une campagne électorale plus énergique, croîtront rapidement.

Sur le plan international aussi, la victoire d'Adenauer consoliderait les éléments de l'axe Pentagone-O.T.A.N.-Bonn. Une victoire social-démocrate par contre accentuerait les tiraillements au sein de l'alliance impérialiste, en soumettrait un nouveau secteur à la pression des masses, préparerait en cas d'une victoire électorale travailliste en Grande-Bretagne une crise certaine de toute la politique atlantique et renforcerait en général la confiance et l'esprit de lutte de toute la classe ouvrière européenne.

Mais tout le paradoxe de l'actuelle situation dans le mouvement ouvrier en Europe occidentale est là: ce que les masses ne sont pas encore prêtes à résoudre par leur action directe, ne peut être efficacement préparé qu'au sein des organisations de masse qu'elles suivent encore, alors même que les dirigeants de ces organisations s'efforcent de résoudre cette contradiction dans les faits, par la création d'une aile gauche au sein des organisations de masse qui préfigure la nouvelle direction révolutionnaire de demain, plutôt que de l'enregistrer platoniquement, ou de s'efforcer stérilement de construire cette nouvelle direction à côté du mouvement réel de la classe, telle est la tâche des marxistes révolutionnaires, en Allemagne comme en France.

E. GERMAIN.